

Sortie de crise des entreprises en difficulté : le traitement amiable – Instant learning

Choisir la procédure préventive adaptée au contexte du dirigeant

PUBLIC

Chargé(e) de recouvrement –
Assistant(s) juridiques – Secrétaires
juridiques – Juristes –
Collaborateurs des services
juridiques et contentieux –
Comptables

PRÉ-REQUIS

Aucun prérequis nécessaire

NIVEAU D'EXPERTISE

Fondamentaux

LES POINTS FORTS

- Format condensé pour maximiser l'acquisition de compétences opérationnelles?
- Flexibilité grâce à un format entièrement à distance et court?
- Peut être associé à d'autres classes virtuelles pour approfondir progressivement vos compétences

MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Dispositif de formation structuré autour du transfert des compétences
- Acquisition des compétences opérationnelles par la pratique et l'expérimentation
- Apprentissage collaboratif lors des moments synchrones
- Parcours d'apprentissage en plusieurs temps pour permettre engagement, apprentissage et transfert
- Formation favorisant l'engagement du participant pour un meilleur ancrage des enseignements

SATISFACTION ET EVALUATION

- L'évaluation des compétences sera réalisée tout au long de la formation par le participant lui-même (auto-évaluation) et/ou le formateur selon les modalités de la formation.
- Evaluation de l'action de formation en ligne sur votre espace participant :
 - ▶ A chaud, dès la fin de la

Code
702930

Durée
3 heures / 3 heures

Tarif Inter*
399 € HT

**Repas inclus (en présentiel)*

Objectifs pédagogiques

- Décrypter les règles des procédures amiables du traitement des entreprises en difficulté
- Adopter la procédure pertinente pour sortir de la crise

Programme de la formation

Engagement

Vous vous engagez dans votre formation. Connectez-vous sur votre espace participant et complétez votre questionnaire préparatoire. Votre formateur reçoit vos objectifs de progrès.

Distinguer les professionnels visés par les procédures préventives

- Les entrepreneurs individuels suite à la réforme de leur statut en 2022
- Les personnes morales de droit privé

Cerner le mandat ad hoc

- Qui est le mandataire ad hoc ? Ses missions ?
- Conditions de mise en place de cette procédure
- Objet et durée du mandat ad hoc
- Incidences pour les créanciers
- L'intérêt du dirigeant de privilégier le mandat ad hoc par rapport à la conciliation

Examiner le règlement amiable agricole

- Critères d'ouverture
- Personnes visées et les personnes à l'initiative de cette procédure
- Durée et conditions de mise en œuvre du règlement amiable
- Confidentiel ou public ?
- Situation des créanciers confrontés à cette procédure
- Existe-t-il un privilège « argent frais » dans cette procédure ?
- Objet du règlement amiable

Analyser les procédures de conciliation

- Critères d'ouverture

formation, pour mesurer votre satisfaction et votre perception de l'évolution de vos compétences par rapport aux objectifs de la formation. Avec votre accord, votre note globale et vos verbatims seront publiés sur notre site au travers d'Avis Vérifiés, solution Certifiée NF Service

► A froid, 40 jours après la formation pour valider le transfert de vos acquis en situation de travail

- Suivi des présences et remise d'une attestation individuelle de formation ou d'un certificat de réalisation

ACCOMPAGNEMENT FORMATION À DISTANCE

En cas de nécessité, une assistance technique et pédagogique est joignable entre 8h30 et 18h (jours ouvrés):

- par téléphone : 01 83 10 10 10
- par mail : care-formation@lefebvre-dalloz.fr

Une réponse immédiate est apportée ; si besoin, le demandeur est mis en relation avec un expert dans un délai maximum de 48h.

- Qui est le conciliateur ? Quelles sont ses missions ?
- Durée et objectifs de la procédure de conciliation
- Différences entre conciliation constatée et conciliation homologuée
- Avantages et inconvénients de la conciliation pour le dirigeant
- Situation des créanciers confrontés à cette procédure : l'avantage de l'accord de conciliation en cas de RJ ou LJ ultérieure
- Qui bénéficie du privilège new money ? Avantages de ce privilège

Identifier la nouvelle sauvegarde accélérée mise en place dans le cadre de la réforme de 2021

- Conditions d'ouverture
- Durée de la procédure et objectif
- Adaptations apportées par la réforme de 2021
- Procédure confidentielle ou publique ?
- Situation des créanciers confrontés à cette procédure : les classes de créanciers et modalités de vote du réaménagement des dettes
- Quiz : tout au long de la formation, un quiz permettra d'évaluer la bonne compréhension des participants

Transfert

Votre parcours de formation se poursuit dans votre espace participant. Connectez-vous pour accéder aux ressources et faciliter la mise en œuvre de vos engagements dans votre contexte professionnel.

A noter

En amont et en aval de la formation, le positionnement pédagogique sera effectué à l'aide d'un questionnaire d'auto-positionnement.

Prochaines sessions

...

A DISTANCE

- 9 Sep. 2026
- 9 Déc. 2026

